



## D É C I S I O N M U N I C I P A L E N ° 2 0 2 1 - 2 3 4

Objet : Bail à loyer pour un local situé au rez-de-chaussée de l'immeuble en copropriété sis 3 rue de Trans à Draguignan, consenti à Monsieur Abdenmour BOUAKKAZ

**Richard STRAMBIO**, Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracenie Provence Verdon agglomération (DPVa).

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-5° ;

**Vu** la délibération n° 2020.031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

**Considérant** que la Commune est propriétaire d'un local en rez-de-chaussée d'une superficie totale de 23,89 m<sup>2</sup> dans l'immeuble en copropriété sis 3 rue de Trans à Draguignan ;

**Considérant** la demande de Monsieur Abdenmour BOUAKKAZ qui sollicite la location dudit local, afin d'y installer son activité de vente à emporter de plats cuisinés et de gâteaux orientaux ;

**Considérant** la délibération n° 2018-023 du 8 février 2018, par laquelle le Conseil Municipal a fixé un tarif de location à 1 €/m<sup>2</sup> pour les locaux communaux situés rue de Trans et rue des Marchands ;

**Considérant** le budget communal, chapitre 75, article 752, fonction 020, service 141 ;

### D É C I D E

Article 1er : la conclusion d'un bail à loyer, d'une durée de 3 années consécutives entre la commune de Draguignan et Monsieur Abdenmour BOUAKKAZ demeurant 144 avenue de la Première Armée – Résidence Saint-Léger à DRAGUIGNAN (83300), à effet au 4 juin 2021 pour se terminer le 3 juin 2024, pour le local ci-dessus décrit, selon des conditions définies dans ledit bail.

Article 2 : La redevance mensuelle s'élève à la somme de VINGT TROIS EUROS QUATRE VINGT NEUF CENTIMES (23,89 €), payable d'avance au plus tard le 5 de chaque mois, auprès de Madame la Trésorière Principale Municipale.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle, conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

DRAGUIGNAN, LE **26 MAI 2021**

Richard STRAMBIO,



**MAIRE DE DRAGUIGNAN,  
Président de DPVa**